

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Conférence de Genève : La Russie met fin aux illusions états-uniennes

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 21 FÉVRIER 2014

ENGLISH



Conférence de Genève : La Russie met fin aux illusions états-uniennes

Par Ghaleb Kandil

Les paris des États-Unis de pousser la Russie à exercer des pressions sur la délégation syrienne à la conférence de Genève II, pour l'amener à modifier ses positions de principes, ont échoué. La profonde déception de Washington est apparue dans les comptes rendus de la réunion tripartite, vendredi à Genève, entre la Russie, les États-Unis et Lakhdar Brahimi. Lors de cette rencontre, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a fait preuve d'une grande fermeté en s'opposant aux États-Unis et à la partialité de l'émissaire international.

Le déroulement des négociations de Genève prouve l'absence de tout compromis déjà convenu, comme l'on cru certains milieux

politiques et diplomatiques dès le début de la conférence. Il doit être clair à tous les analystes que la relation entre la Russie et l'État syrien est bâtie sur un solide partenariat et une alliance, et non pas sur le suivisme, comme c'est le cas dans la relation entre les oppositions syriennes et leurs maîtres états-uniens, arabes et européens.

Le dossier syrien est l'espace dans lequel sont en train de se former les nouvelles équations de partenariat entre les deux pôles russe et US. Dans ses efforts visant à retrouver sa place sur la scène internationale, la Russie se base sur un solide roc, assuré par la résistance de l'État syrien, la progression de ses troupes sur le terrain et un vaste soutien populaire que même les pires ennemis de la Syrie ne peuvent plus nier.

Dans ses efforts visant à construire ce nouveau partenariat international, la Russie agit d'égal à égal avec les Occidentaux, même si au début de la conférence, elle a fermé les yeux sur le retrait de l'invitation adressée à l'Iran et la limitation de la représentation de l'opposition syrienne à la seule délégation de la Coalition nationale. Les Russes ont fait tomber, vendredi, d'un seul coup, les illusions états-uniennes, en soutenant à fond la position de la délégation gouvernementale syrienne qui est intransigeante dans les priorités : la lutte contre le terrorisme doit passer avant toute autre question politique, car elle constitue le pilier de tout futur accord inter-syrien.

Washington tente d'imposer le concept développé par Richard Haass d'un partenariat international... dirigé par les États-Unis ! C'est ce que Washington tente de faire en Syrie, en essayant d'orienter vers ce concept le processus politique et diplomatique engagé pour régler la crise dans ce pays. Mais cette tentative va à contre-courant des rapports de force sur le terrain, qui permettent à l'État syrien, qui tire sa force de son armée et du soutien d'une grande partie de la population, de placer le monde devant deux alternatives : un compromis bâti sur un partenariat dans la lutte contre le terrorisme, appuyé par des résolutions internationales fermes contre tous les États impliqués dans le soutien aux mouvements terroristes ; ou la solution militaire grâce aux propres moyens de l'État syrien, qui imposerait un fait accompli sur le terrain.

Grâce à ses renseignements et aux sondages d'opinion qu'il a menés, l'Occident sait pertinemment que la popularité du président Bachar al-Assad est inébranlable. Le fait que le président syrien soit la cible des États-Unis n'a fait que renforcer sa popularité et son image de leader incarnant la volonté syrienne de résister au terrorisme et de défendre l'indépendance et la souveraineté nationales.

La Russie a voulu adresser un message fort de solidarité avec la Syrie, son peuple et son leader, lequel s'est attiré l'admiration des hommes libres de ce monde avec sa volonté de résistance.

La position de Moscou a été aidée par une gestion intelligente et courageuse des négociations de Genève par la délégation gouvernementale. Il n'est pas un hasard que des manifestations de soutien au président Assad, à la délégation gouvernementale à Genève et à l'armée arabe syrienne, aient lieu dans les régions troubles de Syrie. Les images des foules à Daraa, Deir Ezzor et les autres villes du pays sont éloquentes.

La Russie est convaincue qu'elle est la cible du terrorisme takfiriste parrainé par des pays évoluant dans l'orbite US. Elle est aussi victime de pressions en Ukraine et dans d'autres régions, qui constituent sa zone d'influence historique. Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, s'est dressé devant l'arrogance états-unienne et face au projet de bouclier anti-missile, qui constitue une menace directe pour les équilibres mondiaux. Ce projet est explicitement dirigé contre la Russie et son allié iranien.

Cela signifie que la priorité de l'État syrien de combattre le terrorisme est aussi celle de défendre la Syrie, la sécurité de ses alliés et la stabilité du monde. Il est tout à fait naturel que la position de la Russie à la conférence de Genève soutienne cette priorité, défendue par la délégation gouvernementale syrienne, surtout que l'État syrien a pris en compte, ces trois dernières années, et à plus d'une reprises, les intérêts de son allié russe.

La relation entre la Russie et la Syrie est bâtie sur une alliance organique et stratégique, basée sur la crédibilité, la compréhension et le respect mutuel. La Syrie est un partenaire essentiel de la Russie et non pas un pays vassal, à l'instar de la relation entre les États-Unis et leurs « alliés ».

Pour toutes ces considérations, l'illusion du compromis russo-US

convenu d'avance est tombée vendredi à Genève... et s'est évaporé avec elle les plans états-uniens de faire primer « le transfert du pouvoir » sur la lutte contre le terrorisme.

L'armée arabe syrienne se chargera, sur le champ de bataille, de convaincre ceux qui sont encore bercés par ces illusions, que tous leurs paris sont perdants.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Notre combat en Syrie est un sacrifice qui a besoin de beaucoup patience. Les personnes tuées dans les récentes explosions sont des martyrs au même titre que les combattants tués dans les combats. Ce sacrifice vaut-il la peine ? Oui, ça vaut la peine, parce que c'est le futur de notre pays et celui de nos enfants qui sont en jeu. Ceux qui disent que les attentats qui ont visé le Hezbollah sont le résultat de l'implication du parti en Syrie sont des menteurs. Sans notre combat en Syrie, des milliers de voitures piégées seraient entrées au Liban. Nous pensons que le Liban est une cible des takfiristes. Ils veulent établir leur présence dans le pays après avoir échoué à le faire en Syrie. Le Liban a toujours fait parti de leur plan takfiriste. La Syrie sera pire que l'Afghanistan. Plusieurs pays, dont l'Arabie saoudite, ont commencé à prendre des mesures pour mettre fin à la participation des jihadistes étrangers en Syrie. Pourquoi est-il permis au monde entier de prendre des mesures préventives contre les takfiristes, mais pas le Liban, alors que la Syrie est un pays voisin ?, a demandé Hassan Nasrallah. N'avions-nous pas le droit de défendre la dignité des Libanais à la frontière et à Qousseir ? Si les extrémistes avaient réussi à contrôler la Syrie, à quoi ressemblerait ce pays aujourd'hui ? La situation aurait été comparable à l'Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques et la montée des talibans. Les Syriens en sont conscients. Qu'en est-il du Liban ? Qu'en est-il des chrétiens en Syrie ? Où en sont les églises et les religieux ? Pourquoi le monde ne fait-il rien pour les protéger ? N'est-ce pas les groupes takfiristes qui s'en prennent à vos symboles ? La même question se

pose aussi aux druzes et aux musulmans en général. Au Liban, nous avons connu plusieurs attentats ces derniers mois. Certains ont accusé le régime syrien d'être derrière les explosions, d'autres le Mossad. Le Mossad et les États-Unis sont certainement impliqués dans ces opérations, mais ce sont les takfiristes qui opèrent ces réseaux terroristes à l'origine des attentats (...) Ce ne sont pas nous qui avons refusé de former un gouvernement d'union nationale, mais ceux qui souhaitaient la formation d'un cabinet neutre. Certains partis ont dû faire plus de sacrifices que d'autres pour permettre la naissance du gouvernement actuel. Si nous n'avions pas fait de compromis, il n'y aurait pas de cabinet aujourd'hui et le vide aurait touché la présidence. Nous n'avons jamais voulu le vide (...) Certains Libanais ont oublié qu'Israël est toujours considéré comme un pays ennemi qui veut du mal au Liban. Sans le mouvement de résistance, Israël serait toujours au Liban. Il n'y a pas longtemps, l'ennemi a voulu saisir l'occasion pour frapper la résistance libanaise pour reprendre le contrôle sur le pays. Nous saluons les martyrs de l'armée libanaise tombés pour la protection de la souveraineté du Liban. Nous attendons le jour où l'armée libanaise deviendra la seule force capable de défendre le Liban, et c'est là le vrai défi. Nous soutenons toutes les initiatives visant à renforcer l'armée libanaise. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« L'armée a démontré, une fois de plus, que sa vigilance ne se dément pas, et qu'elle est capable de déjouer les complots hypocrites ourdis à l'encontre du Liban. Restons en alerte à cette étape critique de l'histoire du Liban. La coordination entre les services de l'ordre est primordiale pour protéger le pays. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« La formation du gouvernement permet de normaliser les relations entre les différentes parties au Liban après de longues crises. Nous espérons aussi que tout rentrera dans l'ordre et que les institutions reprendront leur travail et que ce travail porte des fruits aux niveaux de la sécurité et de l'économie. Le pouvoir ne peut être aux mains d'une seule force et devrait être réparti entre toutes les parties. »

Farès Boueiz, ancien ministre libanais des Affaires étrangères

« Israël suit de près la question de la fourniture d'armes par la France à l'Armée libanaise. Les Israéliens sont certainement intervenus, par le biais des États-Unis et directement auprès des Français, pour faire en sorte que l'armée n'obtienne pas d'armes sophistiquées. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises *« Certaines parties ont tenté de noyer le document de Bkerké sous des approbations verbales qui le vident de son contenu. Ce texte comporte une fois de plus des paroles fondatrices, dans la mesure où les pères de l'Église ont considéré que l'expression de la foi en l'entité libanaise est liée à l'édification d'un État capable et efficace. De ce fait (...) la théorie de la résistance, qui signifie le mini-État du Hezbollah, devient entièrement nulle et non avenue parce qu'il ne saurait y avoir deux États en un seul. Il y a donc clairement là deux projets et nous devons choisir l'un des deux. »*

Événements

- L'Armée libanaise a désamorcé, dimanche, une voiture piégée dans les jurd du village de Ham, près de Baalbeck, dans la Békaa, à la frontière avec la Syrie, a rapporté l'Agence nationale d'information (Ani, officielle). Le véhicule, de type Toyota RAV4 et de couleur gris métallisé, provenait de la région syrienne du Qalamoun et se dirigeait vers Beyrouth, a ajouté l'agence. L'armée a confirmé dans un communiqué la saisie du véhicule. « L'armée a pourchassé la voiture et a tiré en sa direction, elle est parvenue à la saisir après la fuite de son conducteur ». Une source de sécurité a indiqué à l'AFP que la voiture était remplie de 200 kg d'explosifs. Selon la source de sécurité, les explosifs étaient reliés de manière sophistiquée à deux téléphones à l'intérieur de la voiture et devaient exploser dès qu'ils sonnent. Selon l'Ani, l'opération de désamorçage a nécessité l'intervention d'un deuxième expert militaire, la charge étant placée d'une manière compliquée et professionnelle. Ce nouvel exploit de l'armée intervient quelques jours après l'arrestation d'un membre influent des Brigades

Abdallah Azzam, Naïm Abbas, accusé d'avoir pris part à plusieurs opérations terroristes notamment dans la banlieue sud. L'arrestation de Abbas avait entraîné, mercredi dernier, le désamorçage par les services de l'armée de deux voitures piégées, l'une à Mazraa et l'autre à Laboué (dans la Békaa), et la découverte de roquettes opérationnelles à Debbiyé (au Chouf), destinées à être lancées sur la banlieue sud de Beyrouth, ainsi qu'un dépôt à Saadiyate (au Chouf) bourré d'armes.

- Le président du Parlement libanais, Nabih Berry, en visite officielle au Koweït, a rencontré dimanche l'émir, cheikh Sabah al-Jaber al-Ahmad al-Sabah, afin d'œuvrer pour le rapprochement entre les Arabes, notamment entre l'Iran et les pays du Golfe. M. Berry a en outre appelé l'émir du Koweït à œuvrer pour la levée de l'interdiction du voyage des ressortissants du Golfe au Liban. Le président du Parlement a également évoqué le dossier des réfugiés syriens et palestiniens, remerciant le Koweït pour son soutien continu au Liban. L'émir du Koweït a de son côté assuré qu'il mettrait toutes les aides possibles à la disposition du Liban pour le soutenir dans tous les domaines.

- L'ancien ministre libanais de l'Intérieur, Marwan Charbel, a été désigné par le chef de l'État Michel Sleiman comme consultant pour les affaires militaires au palais présidentiel, rapporte dimanche le quotidien *An-Nahar*. Selon le quotidien, cette désignation a pour but de « profiter de l'expérience de M. Charbel dans ce domaine ». L'ex-ministre succède ainsi au général Abdel Motaleb Hennaoui qui a obtenu le ministère de la Jeunesse et des Sports au sein du gouvernement de Tammam Salam, formé samedi. Dimanche, Marwan Charbel a souhaité la coopération de toutes les parties avec son successeur, Nouhad Machnouk, dans l'intérêt du pays. « Nous avons eu suffisamment de disputes et de divisions », a-t-il déclaré.

- Le prédicateur Abou Qatada, jugé en Jordanie pour « terrorisme », a proclamé son soutien aux attentats terroristes attribués à des groupes d'Al-Qaïda contre certaines régions libanaises connues pour le soutien de leurs habitants au Hezbollah. « Je soutiens les attentats à Beyrouth. Le chef du Hezbollah a

envoyé des combattants en Syrie pour appuyer le régime et il est responsable de ceux qui sont tués au Liban », a dit Abou Qatada aux journalistes. Il s'exprimait lors d'une audience devant la Cour de sûreté de l'État à Amman, où il est jugé depuis son extradition en juillet du Royaume-Uni. « Si le Liban veut se protéger, il doit dire au parti du diable de rapatrier ses combattants de Syrie », a-t-il dit en référence au Hezbollah.

• Le gouvernement syrien a ajouté à une « liste terroriste » les noms des délégués de l'opposition syrienne aux pourparlers de Genève et confisqué leurs avoirs, a-t-on appris samedi auprès des négociateurs anti-Assad et d'un diplomate. Interrogé sur la décision de Damas de placer les membres de la Coalition nationale syrienne (CNS) sur une liste noire et de geler leurs comptes bancaires, le délégué du gouvernement syrien Bachar al-Jaafari a répondu : « Vous essayez de me terroriser et vous n'y parviendrez pas ». Il a déclaré que cette décision avait été prise deux mois avant l'ouverture des discussions de Genève. « Cela n'a rien à voir avec la conférence de Genève. Qui refuse de combattre le terrorisme est partie prenante du terrorisme ».

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imad Marmal (14 février 2014)

La lutte contre le terrorisme prime actuellement sur tout autre dossier, notamment dans les pays occidentaux qui craignent que la « route du paradis » ne passe désormais chez eux. Le Liban est également fermement engagé dans cette lutte, qui pourrait être qualifié de « Jihad sécuritaire », mené par les services de sécurité et l'armée qui vient de gagner une bataille de taille avec l'arrestation de Naïm Abbas.

Si les réseaux terroristes au Liban ont été momentanément paralysés par cette arrestation, ils n'en demeurent pas moins capables de revenir à la charge. Le long chemin de la lutte contre le terrorisme ne fait donc que commencer. Selon des informations communiquées par des sources fiables, l'institution militaire

libanaise reçoit un soutien important des États-Unis en termes de renseignements. Cependant, on est en mesure de se demander pourquoi les États-Unis soutiendraient-ils les efforts du Liban pour contrer une menace terroriste qui vise principalement la banlieue sud, le fief du Hezbollah, considéré par Washington comme un ennemi de taille. Les explications sont multiples :

- ▶ 1. L'intérêt qu'auraient les États-Unis à garder la scène libanaise interne sous leur contrôle et à la préserver du chaos pour des raisons relatives à leur victoire ou leur échec durant la prochaine période ;
- ▶ 2. La peur de voir la situation empirer, au cas où les explosions se poursuivent, donnant au Hezbollah une raison suffisante pour prendre les choses en main et assurer sa sécurité par lui-même sur le terrain ;
- ▶ 3. La volonté des États-Unis de renforcer l'armée libanaise et son rôle, pavant la voie à l'éventuelle candidature du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji à la présidence de la République ;
- ▶ 4. Leur volonté de miser sur l'armée libanaise en tant qu'unique institution solide, vu la faiblesse du système politique démontrée durant les dix derniers mois ;
- ▶ 5. La conviction de Washington que « briser les vagues du terrorisme » sur les côtes de la Méditerranée empêcherait leur arrivée sur le territoire américain.

As-Safir (13 février 2014)

Quatorze véhicules de type 4x4 sont entrés à Ersal en provenance de Syrie, le 8 du mois en cours, avec à leur bord des Libanais et des ressortissants du Golfe, munis d'armes, de munitions et de sommes d'argent. Mardi à l'aube, les passagers de ces véhicules sont partis à bord de minibus, après avoir reçu des papiers d'identité falsifiés afin de faciliter leurs déplacements. Les minibus ont pris les directions suivantes : un vers le Liban-Nord ; deux vers Beyrouth ; et un vers la Békaa centrale. Parmi les ressortissants du Golfe membres de ces groupes figurent Abdel Rahman A., Ibrahim Ghodbane, Majed Fadel, Abdel Malek A. et Assem Fahd.

Des sources de sécurité ont indiqué que l'objectif de ces groupes est de commettre des attentats à l'explosif et des assassinats, sous

la direction d'un individu surnommé al-Sarih (le rapide), avant qu'ils ne quittent pour la Turquie.

As-Safir (12 février 2014)

Najat Hammoud

Certains villages frontaliers de la Syrie vivent au rythme des informations sur leurs enfants qui sont allés en Syrie pratiquer le « jihad », et craignant que leur sort ne soit similaires à ceux dont les noms ont été rendus publics la semaine dernière, et qui seraient morts dans les combats contre l'armée syrienne. Aucune cérémonie funéraire n'a encore été organisée après la publication de ces noms, dans l'attente d'une confirmation de la part des groupes armés en Syrie.

L'annonce du soutien d'hommes armés libanais aux rebelles syriens est considérée comme naturelle pour de nombreux habitants, sachant que leurs fils sont imprégnés de la pensée jihadiste. Mais ce qui les inquiète et qui les pousse à lancer un appel de détresse aux forces de sécurité, c'est la disparition de certains de leurs enfants âgés de 14 à 17 ans.

Des sources de sécurité indiquent que les jeunes Mohammad A., Alaa M. et Abdel Karim H, originaires de la localité de Hneider, et qui avaient des relations avec le kamikaze de Haret Hreik, Qouteiba al-Satem, sont disparu il y a deux semaines après être entrés en Syrie, plus précisément dans la ville de Yabroud. Les mêmes sources ajoutent qu'un certain nombre de jeunes gens de Wadi Khaled et de Machati se rendent à Yabroud après avoir reçu des appels des chefs de certains groupes armés, originaires de ces régions.

Les sources indiquent que le tsunami du jihad déferle sur les jeunes, dont la majorité est âgée de moins de 18 ans. Ils entrent en contact avec des groupes qui les recrutent pour aller combattre en Syrie, en contrepartie d'une somme d'argent.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Khalil Fleihan (14 février 2014)

Selon une source haut placée, le sommet franco-américain tenu à Washington a mis en garde contre un dérapage des parties politiques belligérantes au Liban, qui pourrait mettre en péril la stabilité du pays et son unité. À cet égard, le président François

Hollande a semblé plus attaché à l'unité du Liban et à sa stabilité et plus inquiet au sujet du dossier des réfugiés syriens.

La même source rapporte que le sommet de Washington n'apportera pas de décision pour la protection du Liban, notamment contre les répercussions de la crise syrienne. En effet, ni les États-Unis ni la France ne semblent disposés à prendre des mesures pratiques puisqu'aucun des deux pays ne possède une véritable influence sur les parties libanaises impliquées dans le conflit syrien ou responsables de la vague récente d'attentat.

En outre, les deux pays ne semblent pas prêts à coopérer avec la décision du président Michel Sleiman de répartir les réfugiés syriens sur plusieurs pays afin de réduire les répercussions négatives de ce dossier sur le Liban. Par ailleurs, la Russie s'oppose également à la proposition du président libanais de construire des camps dans les zones syriennes épargnées par le conflit, estimant que de tels camps justifieraient, ultérieurement, des frappes militaires. Il n'en demeure pas moins que la Russie fait partie du Groupe International de Soutien au Liban, auquel l'Allemagne et l'Italie désirent se joindre.

La source rapporte que le seul dénominateur commun des pays membres du Groupe international d'appui est que tous reconnaissent l'effort incommensurable fourni par le Liban pour accueillir un nombre impressionnant de réfugiés syriens. Tous conviennent donc la nécessité de lui venir en aide. Par intermittence, on entend parler de millions de dollars d'assistance, cependant cela ne suffit pas.

An-Nahar (14 février 2014)

Rosanna Bou Mounsef

Il n'y a pas de similitudes entre le sommet des présidents Barak Obama et François Hollande et celui de Normandie, entre les présidents Jacques Chirac et George W. Bush, en juin 2004. À l'époque, le Liban était au seuil d'une présidentielle mais le président syrien Bachar al-Assad avait pris la décision de proroger le mandat du président Émile Lahoud, ce qui lui a valu l'adoption de la résolution 1559 par le Conseil de sécurité des Nations unies. Aujourd'hui, en revanche, la présidentielle est lié au sort d'Assad. Les circonstances sont donc différentes, tout comme la méthode

des deux chefs d'État, l'intérêt qu'ils portent au Liban, et leur capacité à libérer l'échéance présidentielle libanaise des diverses pressions. En effet, de jour en jour, on note une incapacité à dissocier la situation au Liban de la crise en Syrie. Par conséquent, le Liban est condamné à attendre. Il ne lui est demandé à présent que de préserver sa stabilité. Les efforts se concentrent sur tout ce qui est susceptible d'atteindre cet objectif, comme le soutien à l'Armée libanaise et l'aide aux réfugiés syriens. C'est pour cela que le président Hollande n'a évoqué le Liban que par deux ou trois phrases concernant les objectifs précités, lors de la conférence de presse conjointe avec Obama. Les soucis franco-américains vont plus loin, les deux pays redoutent en effet que le Liban ne manque son rendez-vous électoral.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ghassan Seoud (15 février 2014)

Le général Michel Aoun mène aujourd'hui l'une de ses dernières batailles : l'élection présidentielle. Pour accéder à la première magistrature, le chef du Courant patriotique libre (CPL) doit remplir les conditions suivantes :

- ▶ 1. Bénéficiaire de l'approbation du Hezbollah et du Courant du futur (CDF) à sa candidature ;
- ▶ 2. Il ne faut pas qu'il y ait un veto syrien sur celle-ci ;
- ▶ 3. Disposer d'un projet recoupant les orientations régionales et internationales dans la région.

Michel Aoun a décroché d'ores et déjà une promesse de la part du Hezbollah, selon laquelle il restera son candidat n°1 jusqu'à l'échéance présidentielle. Il souligne ensuite qu'il n'existe certainement pas de veto syrien sur sa candidature, et que l'ancien vice-président de la Chambre, Elie Ferzli, œuvre dès maintenant à la mise en place d'un projet présidentiel à même de convaincre les antagonistes sunnites et chiites, et de répondre aux exigences de la communauté internationale. S'agissant la position du Courant du Futur (CDF), le dossier du gouvernement a ouvert une nouvelle page dans les relations Aoun-Hariri.

Un député du Futur a estimé que la déclaration ministérielle sera une sérieuse épreuve pour Aoun dans le sens où elle permettra de savoir sa capacité à formuler un programme présidentiel de nature

à convaincre l'électorat. Selon les échos provenant des coulisses du CDF, rien n'indique jusqu'ici que Hariri endossera l'accession de Aoun au palais de Baabda. Il fait savoir toutefois que selon les calculs des aounistes, l'équation qui se profile à l'horizon est on ne peut plus clair : un Premier ministre fort en contrepartie d'un président de la République fort.

Al-Akhbar (15 février 2014)

Ibrahim al-Amin

Le président de la République, Michel Sleiman, joue le rôle de surveillant, sans toutefois pouvoir hausser la voix face aux enseignants et aux élèves. Concernant la prestation des différents organes sécuritaires, la Sûreté de l'État n'a aucune raison d'être. S'agissant des services de renseignement de l'armée, ces derniers sont appelés à jouer un plus grand rôle, toutefois à défaut de soutien logistique, technique, moral et professionnel, ils se trouvent dans l'incapacité d'assumer entièrement leur devoir. La section des renseignements des Forces de sécurité (FSI) est dirigée par le Courant du Futur & Co. Elle est surtout active dans les prés carrés de ce courant, en d'autres termes et pour dire les choses crûment, parmi les sunnites, les druzes et les chrétiens du 14-Mars. Désormais les paroles ne sont plus utiles et qu'il faut faire plus pour juguler la folie des takfiristes.

Al-Akhbar (12 février 2014)

Jean Aziz

Au plus fort des menaces états-uniennes contre la Syrie, dans la dernière semaine d'août 2013, une voix dissonante s'est fait entendre dans les médias occidentaux. Pendant quelques jours, en effet, un politique français chevronné [Roland Dumas], fin expert des affaires de l'Europe et de notre région, est apparu sur plus de quatre chaînes de télévision européennes. Et dans toutes ces interventions, il a inlassablement répété ce qui représentait, pour lui, une vérité indéniable : « Le renversement du régime de Bachar al-Assad n'a rien à voir avec l'usage ou non des armes chimiques. C'est une décision prise depuis au moins deux ans, au profit d'Israël ». Il a révélé que les Britanniques lui ont ouvertement parlé du projet avant même l'éclatement de la violence en Syrie.

Cet homme politique français a été convié, début 2011, à une table

ronde fermée à Londres, axée sur le Moyen-Orient. Il a été surpris de constater, en arrivant, que non seulement des Européens y participaient mais aussi des Etats-uniens et des Israéliens. De plus, c'est autour de la Syrie, et non du Moyen-Orient, que les débats étaient axés. « Il s'agissait, plus précisément, de la manière de mettre en place une coalition américano-euro-israélienne dans l'objectif de faire tomber Damas le plus rapidement possible, avant même le début de la première manifestation pacifique à Deraa.

Pendant le débat, le responsable français avait une vision tout à fait différente et se demandait : « Pourquoi veut-on faire chuter la Syrie ? Pour obtenir quelle contrepartie ? Quid après cette chute ? Comment être sûr que cela n'ouvrira pas la boîte de Pandore au Moyen-Orient ?

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(15 février 2014)

Une source de haut niveau des Forces libanaises a affirmé que le parti est « contre ce gouvernement et contre sa formation ». Nous n'y participerons pas et nous respectons la volonté de certaines composantes du 14-Mars. Nous sommes en désaccord avec elles et nous insistons à dire que le Hezbollah tient les rênes des forces du 8-Mars. La même source se demande ensuite si « les Libanais savent que des milliers de combattants du Hezbollah participent aujourd'hui à la guerre qui se déroule à Qalamoun en Syrie ? »

Al-Joumhouria (11 février 2014)

Des sources de sécurité indiquent que les services de renseignements de l'Armée libanaise sont actuellement à la recherche d'une groupe d'individus libanais, palestiniens et syriens, dans les régions du Liban-Sud, de la Békaa et de la banlieue sud de Beyrouth, suspectés d'être des membres d'organisations terroristes. Ces personnes se sont absentes subitement de leurs domiciles et l'armée tente de les localiser et de collecter des informations à leur sujet. Les sources ont précisé que des dizaines de jeunes partisans d'Ahmad al-Assir dans la ville de Saïda et dans le camp d'Aïn el-Héloué ont disparu depuis la bataille d'Abra, entre les miliciens de ce cheikh et l'Armée libanaise, en juin dernier.

Dans la Békaa, des militaires ont indiqué que l'aviation syrienne a noté des mouvements de troupes appartenant au Front al-Nosra,

affilié à Al-Qaïda et a mené des raids contre des véhicules de cette organisation dans la vallée al-Kheil, face à la localité libanaise de Younine et dans la vallée Ajram, dans les hautes montagnes d'Ersal.

D'autre part, des sources de sécurité bien informées ont rapporté que le mauvais état de santé du responsable des Brigades Abdallah Azzam, Jamal Daftardar, n'a pas empêché les services de renseignements de l'interroger. L'accusé a fait des révélations « à 100 pour 100 fiables ».

Les sources ont en outre démenti les informations selon lesquelles Daftardar aurait été atteint de trois balles lors d'un échange de tirs pendant son arrestation.

Al-Raï (Quotidien koweïtien, 12 février 2014)

Le Hezbollah est parvenu, le mois dernier, à découvrir une cellule takfiriste chargée d'assassiner des hauts dirigeants du parti.

Des sources bien informées ont indiqué que le service de sécurité du Hezbollah a demandé aux responsables du parti de prendre des précautions et d'augmenter le niveau d'alerte. Ces sources indiquent que cette cellule est liée à une partie régionale et n'a aucun lien avec les autres groupes qui commettent les attentats suicides.

Les observateurs relèvent une harmonie entre la mission de la cellule chargée des assassinats et les objectifs israéliens, sans qu'il y ait nécessairement un lien entre les deux parties, du moins au Liban même. Les sources précitées précisent que ce réseau n'a réussi à commettre aucune opération jusqu'à présent, et a été découverte grâce à un travail de surveillance électronique et sur le terrain.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (15 février 2014)

Depuis la nouvelle du départ du chef des services de renseignements saoudiens, l'émir Bandar ben Sultan, aux États-Unis pour y subir une intervention chirurgicale, les pronostics vont bon train sur l'existence d'un changement dans la politique saoudienne dans la région, notamment au Liban et en Syrie. Ces pronostics ont été accrédités par la récente déclaration de

l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth Ghadanfar Rokn Abadi, sur le fait que le « rapprochement entre Téhéran et Riyad ne devrait plus être très lointain ». En même temps, des informations ont circulé dans certains médias sur le fait que le dossier libanais aurait été retiré des mains de l'émir Bandar pour être confié au fils du roi Abdallah, l'émir Abdel Aziz, et à l'ancien ambassadeur au Liban Abdel Aziz Khoja. C'est à cette décision que les analystes ont attribué le changement d'attitude du royaume wahhabite à l'égard de la formation du gouvernement au Liban, ainsi que la position de Saad Hariri acceptant un gouvernement politique rassembleur, sur la base des « trois huit ».

Pourtant, un diplomate arabe en poste au Liban précise qu'il ne faut pas accorder trop d'importance à cette décision et ne pas la considérer comme un indice d'un changement radical de la position saoudienne face aux dossiers régionaux. Le diplomate ajoute que le véritable indicateur du changement serait une modification de la position de Riyad à l'égard du dossier syrien. Or jusqu'à présent, et en dépit de l'échec de toutes les tentatives visant à renverser le régime syrien ou même à pousser l'opposition syrienne à enregistrer une victoire sur le terrain de nature à renverser le rapport des forces, le royaume wahhabite continue d'armer les groupes d'opposition et d'envoyer des combattants en Syrie dans l'espoir de changer la donne sur le terrain. Le dernier ordre du roi Abdallah menaçant de prison les combattants jihadistes qui reviendraient au royaume après avoir combattu en Syrie serait, dans ce cadre, d'ordre interne. De même que les récentes décisions sur une réforme des programmes éducatifs et un changement du ministre de l'Éducation ne seraient que des opérations de « relookage » en prévision de la visite du président américain à Riyad annoncée pour le mois prochain. D'autant que la réforme des programmes éducatifs dans le royaume, dans le sens de leur modernisation, est une demande américaine depuis les attentats du 11 septembre 2001, dont les auteurs sont en grande partie saoudiens...

Le diplomate arabe en poste à Beyrouth estime ainsi que le développement le plus important des dernières semaines en Arabie a été quasiment passé sous silence. Il consiste dans une attaque contre certains diplomates allemands à Aouamiyé, dans ce qu'on

appelle « la région est » du royaume, le 13 janvier. Les diplomates ont essuyé des tirs et leur véhicule a été incendié, mais ils ont été évacués sains et saufs par un civil saoudien. La nouvelle a été diffusée par l'agence nationale d'information saoudienne qui a aussi publié un communiqué du ministère saoudien de l'Intérieur sur la nécessité pour tout diplomate étranger d'informer le ministère de ses déplacements. Deux jours plus tard, une source de l'ambassade d'Allemagne à Riyad a affirmé au quotidien al-Hayat que les diplomates n'avaient pas de mission précise et qu'ils n'étaient pas personnellement visés. Le 2 février, le ministère de l'Intérieur est revenu à la charge et a rappelé que les diplomates étrangers doivent informer les autorités avant leurs déplacements.

L'Orient-Le Jour (15 février 2014)

Au lendemain de l'arrestation d'un membre influent des Brigades Abdallah Azzam, Naïm Abbas, accusé d'avoir pris part à plusieurs opérations terroristes notamment dans la banlieue sud, les services de renseignements de l'armée ont poursuivi hier leur enquête pour en savoir un peu plus sur les plans fomentés par le réseau au sein duquel il opère et sur l'identité de cinq kamikazes ayant effectué des opérations dans la banlieue sud et au Hermel. L'arrestation d'Abbas a entraîné, mercredi, le désamorçage par les services de l'armée de deux voitures piégées, l'une à Mazraa et l'autre à Labwé, et la découverte de roquettes opérationnelles à Debbiyé, destinées à être lancées dimanche prochain sur la banlieue sud de Beyrouth, ainsi qu'un dépôt à Saadiyate bourré d'armes.

Ce sont les aveux de Naïm Abbas, peu après sa capture, qui avaient permis de démanteler une partie du réseau, dont l'arrestation de trois femmes de Ersal à qui l'on avait confié la mission de remettre la voiture piégée de type Kia à un individu se trouvant dans une localité proche de Ersal. La voiture était destinée à une opération kamikaze qui devait avoir lieu à Baalbeck ou au Hermel. La capture de Naïm Abbas a été immédiatement suivie de l'arrestation de quatre autres complices qui se trouvaient également dans sa résidence à Corniche el-Mazraa.

Effectuée sous la supervision du commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, le juge Sakr Sakr, l'enquête a révélé que Naïm Abbas est effectivement responsable de la planification et de

l'exécution de toute une série d'attentats dans la banlieue sud et dans d'autres régions, notamment l'explosion de Choueifate provoquée par un kamikaze à qui il avait fourni les charges explosives.

L'interrogatoire s'est parallèlement poursuivi avec les trois femmes arrêtées, qui ont reconnu que c'était la quatrième mission du genre qu'elles accomplissaient, ayant déjà acheminé trois autres voitures piégées, moyennant une somme d'argent. Elles opéraient sous la houlette de Naïm Abbas de qui elles prenaient directement leurs ordres.

Par ailleurs, le commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, Sakr Sakr, a engagé des poursuites contre Nawaf Hussein pour appartenance à l'organisation terroriste des Brigades Abdallah Azzam, rapporte l'Agence nationale d'information.

Le dossier de Nawaf Hussein est lié à celui de Omar Ibrahim el-Atrache, arrêté fin janvier pour ses « ses liens avec les hors-la-loi Omar Ibrahim Saleh alias Abou Farouk, Naïm Abbas (arrêté mercredi par l'armée) et Ahmad Taha, ainsi que d'autres appartenant aux Brigades Abdallah Azzam, à Daech et au Front al-Nosra ».

Parallèlement, le juge d'instruction militaire Imad al-Zein a émis un mandat d'arrêt contre un détenu dans le cadre du dossier de Jamal Daftardar. Ce dernier est accusé d'appartenir au groupe radical des Brigades Abdallah Azzam et des Brigades Ziad Jarrah.

À Tripoli, où les rumeurs circulent depuis plusieurs jours sur une bataille imminente, « qui commencerait avec Jabal Mohsen et se terminerait avec l'armée », une immense barrière en fer à été érigée près du jardin de la mosquée Harba.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « Conférence de Genève : La Russie met fin aux illusions états-uniennes », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 21 février 2014, www.voltairenet.org/article182245.html